Mise à mort volontaire de la classe moyenne en France ou comment faire disparaître un pays à petit feu



[Source : russiepolitics]

[Illustration : Photo Archives AFP]

Par Karine Bechet-Golovko

Inflation : se nourrir coûte 25 % plus cher qu'en janvier 2022

L'inflation continue de lourdement impacter le portefeuille des Français, et notamment en ce qui concerne les produits alimentaires.

Par Quentin Marchal pour Le Point



La paupérisation de la France se porte à merveille, la classe moyenne est mise à mort, tout est mis en œuvre pour affaiblir la société et tourner la page de l'histoire d'un pays. La classe moyenne, colonne vertébrale de la France, n'a plus ni le temps ni la force de se poser des questions : elle doit tenter de survivre. Les associations tirent l'alarme, les chiffres de l'inflation s'envolent, les gens restreignent leur nourriture et leur chauffage. Nous devenons un pays à l'abandon. Ne pensez pas que cela soit un hasard ou une erreur, c'est le fruit des politiques néolibérales antinationales menées depuis des années en toute connaissance de cause afin de permettre l'avènement de la globalisation. Et cela concerne tous les pays développés d'Europe.

Des données socio-économiques particulièrement inquiétantes viennent d'être publiées. Tout d'abord en ce qui concerne l'inflation : en un an, elle ne cesse d'augmenter, que ce soit avec l'alimentaire ou l'énergie. Voici les données UFC Que Choisir entre août 2022 et août 2023 :

		QUE Choisir
Achats en grande surface		+14,1%
Alimentaire		+14%
Hygiène Beauté	20	+10%
Électricité	8	+27%
Gaz	(3)	-2%
Gazole	Bo	0%
Essence	B	+7%
Fioul		-12%
Équipements de la maison		+3%
Forfaits (téléphonie, Internet)		+10%
Multirisques habitation		+3%
Mutuelles santé		+5%
Banques	盦	+3%
Loyer		+2,3%
Dépenses de logement	<u>N X</u>	+6%
Achat de véhicule		+3%
Dépenses de transport		+6%
Restauration, hôtels, loisirs		+3%
Habillement		+4%
Santé-social	19	+7%
INFLATION TOTAL		+6,2%

Selon Le Point, se nourrir a coûté 25 % plus cher entre janvier 2022 et janvier 2023. Je cite :

« les prix de l'alimentaire ont considérablement augmenté depuis janvier 2022, à tel point que se nourrir coûte désormais 25 % plus cher aux consommateurs. En conséquence, un tiers des ménages sont contraints de limiter leurs "dépenses en nourriture et autres produits alimentaires essentiels".

Sur un an, par rapport à août 2022, l'Insee constate que les produits frais se sont renchéris de 9,1 % (contre 10,6 % en juillet). Les autres produits alimentaires coûtent 11,5 % plus cher qu'en août 2022 (+ 13 % sur un an en juillet). »

Quand vous devez choisir entre la viande et le chauffage, vous devenez plus facilement végan et écolo largué. C'est mieux socialement que de dire que l'on n'a pas les moyens d'acheter de la viande et de chauffer son appartement. Un discours de compensation vous est fourni pour garder la tête relevée, ensuite vous vous y accrochez pour ne pas perdre totalement la face, en tout cas pour gagner quelques minutes d'oxygène.

L'inflation s'accompagne ainsi d'une paupérisation de la population, qui dépasse largement le seul cas français. Ce sur quoi, le Secours populaire lance l'alarme — dans le vide politique :

« Près de trois Européens sur dix déclarent se trouver dans une situation précaire, ce qui les amène à renoncer à certains besoins, comme manger à leur faimou chauffer leur logement, alerte un baromètre du Secours populaire publié mercredi. Dans le détail, 49 % des Grecs se disent concernés, contre 22 % des Français et 18 % des Allemands. »

Travailler n'est plus une garantie contre la pauvreté et les inégalités se renforcent : tout va vers une mise à mort de la classe moyenne. Je cite :

« Un premier chiffre donne l'ampleur de la crise des inégalités en France : le pays compterait plus de 4,8 millions de pauvres, gagnant moins de 940 euros mensuels (soit 50 % du salaire médian). Près de 8 % de la population française vivrait donc sous ce seuil de pauvreté, et ce, pour les données 2020, soit avant la crise sanitaire et la crise de l'inflation qui a durement frappé les ménages les moins aisés.

Ce constat est d'autant plus alarmant qu'à l'autre bout de l'échelle, les 1 % les plus riches, soit plus de 600 000 personnes, gagnent près de 7200 euros par mois après impôts. L'écart est donc immense, puisque les 1 % les plus riches gagnent en France près de 8 fois plus que pratiquement 5 millions de pauvres. »

Le problème n'est pas que les riches soient riches, mais qu'il y ait de plus en plus de pauvres et que la base de la société, qui est constituée par la classe moyenne, est la première touchée. Il serait naïf de penser qu'il s'agit d'une erreur politique. Non, il s'agit justement d'une politique.

La classe moyenne est celle qui est réputée la plus conservatrice. Elle est attachée à son bien, à sa ville, à son mode de vie. Elle fait des enfants, elle a une famille, l'image parfaite de la petite bourgeoisie de sous-préfecture, celle qui a survécu à toutes les révolutions. Elle est désormais anachronique. La politique fiscale est orientée contre la petite possession immobilière, la nouvelle famille acceptée est homosexuelle, la religion chrétienne est presque une accointance à l'extrémisme. La nouvelle norme sociale — pas d'enfants, exister juste pour soi, pour son plaisir. Même le plaisir de voyager, comme on l'a vu peut-être très limité et que le fanatisme

écolo envisage une limitation du nombre de voyages par personne dans le temps. Mais le discours fantasmagorique est posé :

« À 27 et 28 ans, Taylor et Justin ont trouvé le rythme de vie qui leur convient : faire l'amour souvent, voyager autant que possible et surtout ne pas avoir d'enfants. Un mode de vie résolument dans l'air du temps qui pourrait bien devenir la norme dans quelques années. »

Désormais, la classe moyenne n'a plus le temps de se poser des questions, elle doit survivre. Elle peut être exaspérée par l'immigration de masse qui a envahi les pavillons de banlieue, par les cultes divers et variés devant déstructurer le tissu social et tuer le « vivre ensemble », elle est au bord du gouffre : les impôts toujours plus forts, les prix qui ne cessent d'augmenter, les PMI PME qui périclitent à la pelle, aucune perspective réelle pour leurs enfants — quand ils peuvent sortir intellectuellement vivants de l'école, des fins de mois de plus en plus proches, des vacances de plus en plus courtes. Quand la société est ainsi placée en état de choc, elle est manipulable — mais explosive. L'on voit donc une radicalisation de la politique sécuritaire — devant faire tenir un régime autoritaire soft.

Tous les acquis de l'après-guerre ont été détricotés volontairement avec les politiques néolibérales, il ne reste rien du service public à la française ni de l'hôpital, ni de l'école, ni de l'Université, ni des administrations civiles. Mais les Français et leurs voisins ont d'autres priorités, sans oublier l'immigration de masse, qui permet de remplir le pays par des gens… qui en général se moquent éperdument de ce pays, dont ils partagent à peine la langue et certainement pas la culture. Sans classe moyenne, c'est le nerf même du pays qui est enlevé. Désormais, elle est mise en état de survie, pour ne pas déranger.